

LA RÉPUBLIQUE A BESOIN DE SAVANTS

Par Marcel Kuntz

Directeur de recherche au CNRS, enseignant à l'université Grenoble-Alpes, médaille d'or 2017 de l'Académie d'agriculture de France, est également l'auteur de *L'Affaire Séralini. L'impasse d'une science militante* (Fondation pour l'innovation politique, juin 2019)



« C'est grâce à la science et à la médecine que nous vaincrons le virus », a déclaré le président Emmanuel Macron le 24 mars 2020. Le gouvernement a par ailleurs créé un conseil scientifique et un Comité analyse recherche et expertise (Care) sur le Covid-19, tandis que les avis scientifiques sont sollicités par tous les médias. Le relativisme postmoderne semble subitement passé de mode : tout ne se vaut plus... D'autre part, les experts sur les plateaux de télévision ont plutôt fait œuvre d'explications modestes (« on sait que... », « on ne sait pas si... »). Bien sûr, on pourrait évoquer la querelle de la chloroquine. Mais, ce dernier point mis à part, ne faut-il pas se réjouir de cette nouvelle place de la science ?

Ce serait être un peu trop optimiste. Pour débattre de l'« après », commençons par rappeler le passé récent, lorsque les décideurs politiques ignoraient les avis scientifiques, y compris ceux des agences qu'ils avaient eux-mêmes créées. Un exemple : vouloir réduire la part de l'énergie nucléaire est contradictoire avec un but de réduction des émissions de gaz à effet de serre et, dossier emblématique, la fermeture de la centrale de Fessenheim n'a nullement été préconisée par l'Autorité de sûreté nucléaire (l'ASN). Autre dossier où l'idéologie a prévalu : l'interdiction du glyphosate a été faite sans qu'aucune agence officielle d'évaluation des risques, française, européenne ou d'un autre pays, ne l'ait recommandée. L'interdiction de la culture des OGM en France, à partir de 2008, suite à un accord du gouvernement de l'époque avec les écologistes avant le Grenelle de l'environnement, et la loi d'interdiction en 2014, une initiative de la majorité élue en 2012, n'ont jamais eu non plus de validation scientifique (le Haut Conseil des biotechnologies n'a même jamais été interrogé).

Ces choix politiques aboutissent à la perte délibérée de savoir-faire, de potentialités économiques et environnementales, affaiblissent des technologies françaises dans des secteurs aussi importants que l'agriculture, la santé ou la production d'énergie. On vient ainsi de s'apercevoir de la dépendance de la France par rapport à la Chine pour des médicaments et autres produits stratégiques. Mais, depuis vingt ans, des scientifiques nous alertent à propos de notre vassalisation sur les biotechnologies : demain des médicaments issus des nouvelles biotechnologies seront chinois, car l'Europe s'est déjà retirée de la course¹.

Ce lourd passif évoqué ci-dessus ne doit-il pas nous inciter à la circonspection ? Pour que les choses changent, il faudrait une prise de conscience collective de notre dérive idéologique autodestructrice lors des dernières décennies (« déconstruction » des valeurs des Lumières, notamment du progrès, valorisation des marchands de peur et obsession des risques politiquement construits, sans d'ailleurs gérer de manière satisfaisante les vrais risques). Dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, nous avons par exemple pu voir à l'œuvre la biologie moléculaire : en synergie avec d'autres disciplines, elle est au cœur des tests de détection du Covid-19, des futurs tests sérologiques et des futurs vaccins ou autres thérapies. Il ne s'agit pas de retourner à une vision naïve du progrès, mais de constater que la science n'est pas un problème mais une partie de la solution.

1. Sur ce thème, voir Aifang Ma, *Les Biotechnologies en Chine : un état des lieux*, Fondation pour l'innovation politique, février 2020
(<http://www.fondapol.org/wp-content/uploads/2020/02/etude-ma-aifang-fondapol-biotech-chine-2020-02-03.pdf>).